

Mille milliardaires à faire payer Damien Millet – Sophie Perchellet¹

Chaque année, le magazine *Forbes* fait paraître sa très célèbre liste des milliardaires. Le classement 2010, qui vient d'être rendu public, donne des informations éclairantes : en un an, le nombre de milliardaires en dollars est passé de 793 à 1011 et leur patrimoine cumulé représente 3 600 milliards de dollars, en hausse de 50% par rapport à l'an dernier. Pour les super riches, la crise est déjà bien loin.

Peu importe que Bill Gates ne soit que second, dépassé par le Mexicain Carlos Slim dont la fortune atteint 53,5 milliards de dollars. Le plus important est qu'un tel montant, concentré entre les mains d'une seule personne, représente 12 fois le budget d'un pays comme la République démocratique du Congo (RDC), qui abrite plus de 68 millions de personnes. Il représente aussi plus de 3,3 millions d'années de salaire minimum (SMIC) en vigueur en France.

Cette forte hausse du nombre de milliardaires survient alors que des milliards de personnes voient leurs conditions de vie se dégrader suite à la crise. Cela révèle de manière éclatante que les très riches ont réussi à faire supporter le coût de cette crise au plus grand nombre. Dans de nombreux pays, au Nord comme au Sud, la dette publique des États a explosé, notamment pour venir au secours des responsables de cette crise (banques privées, fonds spéculatifs...) ou pour en payer les conséquences. L'accroissement de cette dette est ensuite le prétexte pour imposer des mesures antisociales qui pénalisent les populations mais épargnent les plus riches.

A l'opposé du système capitaliste qui montre chaque jour ses désastreuses conséquences sociales, une idée fait son chemin : celle d'un impôt mondial sur les grandes fortunes, avancée par la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) dès 1995. Par exemple, un impôt de 20% sur le patrimoine de ce petit millier de milliardaires permettrait de récupérer 720 milliards de dollars, soit la moitié de la dette extérieure publique de tous les pays en développement en 2008 (1 405 milliards de dollars) et 3,5 fois le montant total de leurs remboursements annuels au titre de cette dette (211 milliards de dollars).

Les sommes ainsi libérées pourraient s'ajouter à d'autres pour venir jeter les bases d'une autre mondialisation : récupération des sommes versées aux grands institutions bancaires privées depuis le début de la crise et réparations des dégâts sociaux provoqués suite à leur soif démesurée de profits en les prélevant

sur le patrimoine de leurs administrateurs et de leurs principaux actionnaires, abolition de la dette extérieure publique des pays du Sud, versement par les pays les plus industrialisés de réparations en dédommagement de cinq siècles de domination (esclavage, colonisation, destruction des cultures locales, pillage des richesses naturelles, destructions de l'environnement...), rétrocession des biens mal acquis par les élites du Sud (ce qui implique la réalisation d'enquêtes internationales ainsi que la suppression des paradis fiscaux et judiciaires), taxation des transactions financières internationales et des bénéfices des sociétés transnationales... Dans le même temps, la pleine souveraineté des peuples ne pourra être effective que si toutes les conditionnalités macroéconomiques d'ajustement structurel, comme le FMI et la Banque mondiale en imposent depuis trente ans, sont abandonnées. Une nouvelle architecture économique et financière internationale sera alors possible, avec comme priorité absolue la garantie des droits humains fondamentaux.

Les fonds récupérés permettraient alors aux populations du Nord de ne pas supporter les conséquences de la crise et aux populations du Sud d'enclencher enfin un vrai développement qu'elles seraient en mesure de décider par elles-mêmes, en prenant en compte leurs propres besoins et leurs propres intérêts, contrairement aux exigences de leurs créanciers, en profitant pleinement de leurs ressources naturelles, dans le respect de leurs spécificités culturelles.

La publication du classement de *Forbes* doit donc être l'occasion de remettre en cause les bases du modèle économique et financier en place et de proposer des mesures radicales pour que les milliardaires cités dans ce classement, ainsi que tous ceux qui ont amassé des fortunes extravagantes, supportent le coût d'une crise dont les peuples sont les victimes.

Alors que les préceptes néolibéraux ont été brièvement vilipendés après le déclenchement de la crise en 2007-2008, aucun enseignement n'en a été tiré, et ce sont toujours les mêmes qui profitent de la mondialisation financière et de l'injuste répartition des richesses qu'elle organise. Les très riches ont repris leur marche en avant, qui se fait en piétinant les droits de la grande majorité des autres et en dirigeant le monde dans une impasse suicidaire. Mais d'ores et déjà germent des idées-forces susceptibles d'entraver leur course folle. Le défi est de parvenir à les imposer au plus vite.

¹ Respectivement porte-parole et vice-présidente du CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org).